

<http://enseignants.se-unesa.org/Budget-de-l-Education-nationale-on-ne-nous-la-fait-pas>



Enseignants de l'Unsa

# **Budget de l'Éducation nationale : on ne nous la fait pas !**

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : samedi 29 septembre 2018

---

**Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés**

---

Malgré les annonces fracassantes de Jean-Michel Blanquer martelant les 850 millions supplémentaires au budget de l'Éducation nationale, les conséquences sur les choix opérés ont un goût amer. Le budget, ce n'est pas que des milliards d'euros maniés avec adresse au fil des communications ministérielles, c'est surtout des options de ventilation de ces sommes et de leur utilisation.

Les lignes politiques sont claires pour le budget 2019 de l'Éducation nationale : dans le second degré, moins de postes et comme variable d'ajustement pour colmater les rustines, des heures supplémentaires que le ministre s'efforce de rendre alléchantes.

La répartition fait mine d'épargner le primaire en lui fléchant un gain de 1 800 postes. C'est sans compter la poursuite des dédoublements en éducation prioritaire : après les CP en Rep+, sont désormais aussi concernés les CP en Rep et les CE1 en Rep+. Les écoles hors éducation prioritaire, cette année encore, sont un peu plus impactées par les effets collatéraux des dédoublements qui nécessitent un redéploiement des enseignants. Cette mesure est l'illustration même d'une idée justifiée par son intérêt pédagogique mais pour laquelle les moyens mis à disposition relèvent d'une gymnastique qui demande une souplesse digne de contorsionnistes.

Quant aux collèges et lycées, alors que les effectifs augmentent de 40 000 élèves, plus de 2 600 postes seront supprimés. Jean-Michel Blanquer entend compenser ces suppressions en imposant aux enseignants une 2e heure supplémentaire au prétexte d'augmenter leur pouvoir d'achat. Le ministre compte également sur la réforme du lycée avec ses nouveautés quant aux choix que les élèves pourront faire, pour que le nombre d'élèves par classe soit raisonnable.

Par ailleurs, une baisse des recrutements est également prévue avec 1450 emplois de stagiaires en moins pour la rentrée 2019. Un bien mauvais signal donné à une heure où le métier manque d'attractivité.

La cerise sur le gâteau, c'est la suppression de 400 postes administratifs alors que les projets de réorganisation territoriale inquiètent dans les écoles, établissements scolaires et services administratifs.

Alors, oui, le budget est en hausse, mais la communication ministérielle leurre dans la mesure où elle ne donne pas les bonnes clés de lecture. Les agents et usagers du Service public de l'Éducation nationale ont le droit de savoir. Les personnels enseignants, d'éducation et psychologues scolaires ont besoin de reconnaissance à travers leurs conditions de travail et leur rémunération. Nos élèves méritent des conditions d'apprentissage de qualité où qu'ils se trouvent sur notre territoire. Cela passe par des lignes politiques qui ne s'inspirent pas exclusivement du libéralisme.

Pour protester contre ce budget qui ne correspond pas aux besoins, l'Unsa-Éducation, en intersyndicale avec la Sgen-CFDT et la FSU, appelle à la grève le 12 novembre prochain.